



LE TEMPS

Guerre des monnaies Samedi 23 octobre 2010

La Chine connaît les premières tensions internes autour de sa politique monétaire

Par Ram Etwareea

Inflation, risque de bulle immobilière et ralentissement, les responsables chinois n'ignorent plus les dangers qui guettent l'économie. La banque centrale a surpris en relevant son taux directeur

Critiquée à l'extérieur par ses principaux partenaires économiques, la politique monétaire de la Chine commence à diviser aussi à l'intérieur. Au lendemain de la conclusion du plénum annuel du Parti communiste chinois (PCC) lundi dernier, la banque centrale de Chine a relevé son taux d'intérêt directeur de 0,25%. Une première depuis décembre 2007. Son objectif déclaré est de serrer le robinet de crédit, ce qui contredit une résolution de l'instance suprême du parti unique; celle-ci avait demandé d'«accélérer la croissance et la transformation économique du pays».

Ce n'est pas la première fois que la banque centrale chinoise montre une certaine indépendance. Au début du mois, elle a ciblé six banques, exigeant qu'elles augmentent leurs réserves obligatoires pendant les deux prochains mois. Une mesure qui vise aussi à contenir la masse monétaire en circulation. Sommés par le gouvernement d'expliquer cette décision, les responsables se sont défendus en disant qu'ils n'avaient pas besoin d'autorisation puisqu'il s'agissait d'une mesure de portée limitée. Depuis le début de l'année, la banque centrale a ordonné une augmentation des réserves obligatoires à trois reprises à l'ensemble des banques. Celles-ci ont prêté 75 milliards de dollars le mois dernier aux particuliers et aux entreprises, soit une augmentation de 18% par rapport à août.

Les craintes de l'inflation, résultat de l'abondance de l'argent, ne sont pas infondées. L'indice des prix pour septembre a atteint 3,6%, plus 0,6% point par rapport à août. Les risques sont plus élevés pour ces prochains mois du fait de la flambée des cours de diverses matières premières. Selon Lu Zhengwei, économiste en chef de l'Industrial Bank of China, cité par le Quotidien du peuple, l'organe officiel du PCC, l'inflation pourrait toucher la barre des 4% en octobre. Pour l'année, l'objectif national est de 3%, ce qui laisse présager de nouvelles mesures.

La banque centrale veut surtout éviter la formation d'une bulle immobilière alimentée par l'explosion du crédit, des investissements publics et de l'afflux des capitaux étrangers. Une crise dans ce secteur mettrait en péril les banques qui ont prêté sans vergogne.

Les tensions se sont exacerbées cette semaine après la publication des chiffres de la croissance au troisième trimestre. Cette dernière a ralenti à 9,6%, contre 10,3% au semestre précédent. Elle devrait encore décélérer en 2011 et 2012.

Le yuan divise

Tout aussi important, les autorités chinoises sont aussi divisées sur la stratégie à adopter sur la politique de taux de change. Jusqu'à présent, Pékin a contrôlé tout mouvement. Il a permis une faible

flexibilité à partir de juillet 2005. Le yuan est ensuite retourné à un taux fixe sous le prétexte de la crise en 2008–2009. Suite aux pressions exercées notamment par les Etats–Unis, la Chine a de nouveau introduit une petite souplesse à partir d'avril. Résultat: le dollar s'échangeait vendredi contre 6,65 yuans, contre 8,27 yuans en juillet 2005.

Pas assez, selon Washington qui compte un large déficit commercial avec Pékin. Les Etats–Unis reprochent aussi à la Chine ses montagnes de réserves qui, selon eux, sont responsables des déséquilibres financiers mondiaux. Désormais, la banque centrale chinoise n'ignore plus le problème.

Lors de la récente assemblée du Fonds monétaire international, son gouverneur Zhou Xiaochuan a récusé les accusations en disant que les Etats–Unis pratiquaient aussi la dévaluation compétitive en ayant recours à la planche à billets. Mais quelques jours plus tard, il a laissé le yuan s'apprécier vis-à-vis du dollar. Un de ses adjoints, Yi Gang, a même laissé comprendre que la Chine allait ramener le surplus de son compte courant au-dessous de 4% de son PIB d'ici trois à cinq ans.

De son côté, le premier ministre chinois Wen Jiabao, comme d'autres responsables du PCC, a changé de langage. Dans le passé, il défendait son indépendance à prendre des décisions pour servir ses intérêts en premier. Désormais, il plaide pour une réforme à un rythme mesuré. Selon lui, une thérapie de choc réduirait les exportations chinoises, fermerait des milliers d'usines et jetterait des millions d'ouvriers dans la rue.

LE TEMPS © 2009 Le Temps SA